

Termes de références

Réalisation d'une étude (axe 1) dans le cadre du projet pilote plaidoyer (PPP)

1. Contexte

Dans le cadre de la restructuration en cours du secteur sensibilisation/éducation au développement (SENS/ED) au Luxembourg, l'année 2025 est une année de transition, d'expérimentation et de projection en vue d'un fonctionnement sectoriel renouvelé à compter de 2026. La note de cadrage 2025¹ guide l'ensemble des chantiers conduits cette année. Un des chantiers consiste à renforcer et à préparer les ONGD en SENS/ED pour la période post 2025 via, entre autres, la mise en œuvre de projets-pilotes en vue de nourrir les futurs programmes.

L'étude à réaliser s'inscrit dans le cadre d'un projet pilote sur le plaidoyer mené par Action Solidarité Tiers Monde (ASTM), SOS Faim et le Comité pour un Paix juste au Proche-Orient (CPJPO), en synergie avec le Cercle de coopération des ONGD, Fairtrade Lëtzebuerg et Handicap International (ci-après les « parties prenantes »).

Le projet pilote plaidoyer (PPP) intitulé **Toolbox plaidoyer : analyser, systématiser et consolider le plaidoyer comme méthode de sensibilisation des ONGD luxembourgeoises** est le fruit d'une réflexion initiée en décembre 2024 au sein des ONGD membres du Forum politique (Fopo) animé par le Cercle, en vue de renforcer les démarches de plaidoyer des ONGD luxembourgeoises en matière de coopération internationale et d'action humanitaire. Le projet vise à identifier et systématiser les méthodes, instruments et stratégies en plaidoyer politique en utilisation dans le secteur, à travers la création d'une *toolbox* et d'un schéma de partage entre pairs facile et accessible. Il se décline en deux axes:

1. une analyse du contexte et des acteurs du plaidoyer au Luxembourg,
2. une étude sur les méthodes et instruments pour en améliorer l'efficacité.

2. Présentation de l'étude à réaliser (axe 1)

Les parties prenantes du PPP sont à la recherche d'une expertise externe pour effectuer une étude des actions de plaidoyer mises en œuvre par les ONGD ces dernières années au Luxembourg et d'en faire une analyse qualitative.

L'étude consistera en une analyse des acteurs et du contexte en matière de plaidoyer politique des ONGD. Cette étude nécessite une connaissance et compréhension approfondies du contexte luxembourgeois.

Cette étude sera complétée par une deuxième étude qui portera sur les méthodes et instruments du plaidoyer (axe 2).

3. Questions à explorer

De manière non exhaustive et synthétique, l'étude doit :

¹ <https://cooperation.gouvernement.lu/dam-assets/espace-ong/subsides-sensibilisation/2025/2025-sens-ongd-note-cadrage-vf-clean.pdf>

- Définir et délimiter le « plaidoyer en matière de coopération » des ONGD d'autres formes et acteurs de plaidoyer, en montrant les particularités; valoriser en même temps le plaidoyer en réseaux et l'imbrication du plaidoyer des ONGD dans la société civile au sens large. Analyser des dynamiques et tendances récentes.
- Établir un inventaire/état des lieux des activités de plaidoyer menées par les ONGD depuis environ 2012² (listing et catégorisation des activités menées avec leurs publics cibles respectifs).
- Identifier les acteurs, les collaborations ainsi que les réseaux européens et internationaux (comme CONCORD, CNCD, Coordination Sud, EU-LAT, CAN Europe, ECCJ, etc.) dont les acteurs luxembourgeois tirent des informations pour leurs activités de plaidoyer; et interpréter les évolutions enregistrées.
- Identifier les articulations construites entre les actions de sensibilisation et d'éducation au développement et les démarches de plaidoyer.
- Distinguer les approches collaboratives et des démarches singulières, et les critères éventuels de segmentation entre ces deux approches.
- Identifier les modalités des efforts de plaidoyer en collectif (organisation et sources de financement).
- Analyser l'impact enregistré et perçu suite aux démarches de plaidoyer, aux divers niveaux (politique, social, organisationnel, etc.).
- Analyser des articulations éventuelles avec des acteurs du Sud et leurs revendications.
- Analyser les articulations avec la société civile luxembourgeoise dans son ensemble et les apports des ONGD au sein de cette société civile.

4. Livrable

Au terme de l'intervention, l'expert.e fournira un rapport (15-20 pages sans les annexes) reprenant une synthèse des contributions (écrites et orales) des participants aux ateliers ainsi que des personnes-clés rencontrées, l'analyse qui en a été faite ainsi qu'un relevé des défis et opportunités qui restent à travailler au sein des ONGD impliquées dans le plaidoyer. Ce rapport sera complété par une synthèse de 2 pages.

5. Déroulement de la mission

L'expert.e contractualisera avec l'ASTM et sa mission se déroulera sous la responsabilité fonctionnelle de la chargée de recherches de l'ASTM et du coordinateur du Fopo (référénts PPP).

La mission sera effectuée conformément au chronogramme suivant:

août / septembre 2025	Collecte de données et consultations des acteurs <ul style="list-style-type: none"> • Transmission par les référents PPP à l'expert.e des documents suivants: comptes-rendus des réunions du Fopo relatives aux actions de plaidoyer menées par ses membres et/ou en association avec le Fopo; liste des membres du Fopo ayant engagé des actions de plaidoyer ces dernières années, avec leurs coordonnées; étude
-----------------------------	--

² En 2012, des modifications du cadre législatif ont notamment entraîné l'inclusion de l'aide humanitaire dans la loi sur la coopération au développement ainsi que l'adoption de critères pour le financement du travail de sensibilisation.

	<p>COTA sur l'évolution du secteur de la coopération au développement au Luxembourg.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Entretien entre l'expert.e et les référents PPP: échanges itératifs pour affiner/clarifier les objectifs de l'étude et présenter les principaux acteurs impliqués.
septembre 2025	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'un l'atelier de lancement de l'étude en commun avec la seconde étude (axe 2), regroupant les parties prenantes.
octobre 2025	<ul style="list-style-type: none"> • Rencontres avec les acteurs-clés (identification en collaboration avec les référents du PPP) et analyse des diverses contributions.
novembre 2025	<p>Rédaction des études et première transmission aux référents du PPP</p> <ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'un atelier stratégique sur les défis et opportunités tirés des analyses réalisées au départ des matériaux collectés et des rencontres avec les acteurs-clés. • Envoi d'un premier draft des livrables aux référents du PPP qui consultent les parties prenantes sur les éléments livrés et synthétisent les commentaires et suggestions à transmettre à l'expert.e. • Adaptation du rapport par l'expert.e en fonction des retours transmis.
décembre 2025	<ul style="list-style-type: none"> • Organisation d'un atelier de restitution des résultats des études avec les parties prenantes et acteurs-clé rencontrés. • Adaptation éventuelle du rapport par l'expert.e en fonction des retours transmis lors de l'atelier de restitution.
janvier 2026	<ul style="list-style-type: none"> • Remise de l'étude dans sa version finale

6. Budget

Le budget maximal disponible pour la mission est de 15 000,00 € TTC.

7. Remise des offres et critères d'évaluation

Les offres comprenant un CV de l'expert.e, un développement de la méthodologie qui sera utilisée et une proposition financière justifiée devront parvenir à l'ASTM (dirigés à Nadine Haas, chargée de recherches, nadine.haas@astm.lu) pour le 31 juillet au plus tard.

Les critères d'évaluation des offres seront les suivants:

- a) Pertinence et justification de la démarche méthodologique: 35%
- b) Connaissance du contexte de travail de la société civile luxembourgeoise et particulièrement le secteur de la coopération au développement: 25%
- c) Expérience avérée en matière de plaidoyer: 20%
- d) Estimation du respect possible de la programmation de l'intervention: 10%
- e) Montage budgétaire de l'offre: 10%